## NUCLÉAIRE

# Téhéran espère que la réunion de Genève définira le «cadre de négociations»

***L'Iran espère que les discussions internationales prévues hier, à Genève, permettront de définir «le cadre de négociations» futures liées au programme nucléaire iranien, a déclaré le ministre iranien des Affaires étrangères, Manouchehr Mottaki.***

«J'espère que les discussions d'aujourd'hui vont déboucher sur un cadre de négociations», a rapporté la chaîne de télévision d'Etat, citant les propos de Mottaki, en marge d'une conférence à Téhéran sans préciser davantage.

«Nous espérons que lors des discussions d'aujourd'hui, les modalités et le cadre (de négociations) satisfaisant les deux parties seront définis», a-t-il ajouté.

Les négociations de Genève verront la participation, pour la première fois, d'un représentant du département d'Etat américain William Burns, aux côtés du principal négociateur iranien en nucléaire, Saïd Jalili, et du haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et la sécurité commune, Javier Solana.

La veille de la rencontre de Genève, le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, et son homologue russe, Dmitri Medvedev, avaient dit «espérer une solution politique» à la crise liée au programme nucléaire de l'Iran, lors d'un entretien téléphonique vendredi soir, ont rapporté hier des médias iraniens et le Kremlin.

Le président Ahmadinejad a déclaré à son homologue russe qu'au cours des négociations «nous pourrons examiner les moyens de prendre des décisions dans différents domaines et aider à résoudre les questions» en suspens, selon des propos rapportés par le site de la télévision iranienne d'Etat.

Selon un communiqué du Kremlin, M. Medvedev a pressé l'Iran de «coopérer pleinement avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour clarifier les questions qui restent posées sur le programme nucléaire iranien».

Le président russe a réitéré en outre sa «ferme position» de voir la crise «résolue uniquement par des moyens diplomatiques et politiques», déclarant à M. Ahmadinejad qu'il espérait «un dialogue substantiel et constructif» hier à Genève.

Photo : DR

**Javier Solana (à gauche) et le négociateur iranien, Saeed Jalili.**

La Russie fait partie des six grandes puissances outre les Etats-Unis, la Chine, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, impliquées dans les discussions à Six sur le nucléaire iranien, qui ont proposé récemment à Téhéran une offre de coopération politique et économique, pour l'inciter à suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium.

L'Iran est soupçonné par des pays occidentaux dont les Etats-Unis de dissimuler un volet militaire derrière l'enrichisseent d'uranium. Ces accusations sont catégoriquement rejetées par Téhéran qui affirme le caractère pacifique de son programme.

## ZIMBABWE

# L'UA et l'Onu invitées à «surveiller» le processus de médiation

***Le président sud-africain, Thabo Mbeki, médiateur dans la crise politique actuelle au Zimbabwe, a invité l'Union africaine (UA) et l'organisation des Nations-Unies (ONU) à se joindre à ses efforts pour «surveiller» le processus de médiation dans le pays, rapporte le quotidien zimbabwéen The Herald hier.***

Le président Mbeki «invite l'UE et l'ONU à se joindre à la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) pour créer un groupe de référence en vue de soutenir ses efforts de médiation entre le pouvoir et l'opposition» au Zimbabwe, écrit *The Herald*.

M. Mbeki, mandaté il y a un an par la SADC et l'UA, reste complètement chargé de la médiation, alors que le groupe de référence aura pour mission de «surveiller» le processus et de «donner des conseils» au président sud-africain, souligne le journal.

«Le nouveau groupe soutiendra M. Mbeki dans ses efforts de médiation entre l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (Zanu-PF, au pouvoir) et le Mouvement pour le changement démocratique (MDC, opposition) au nom de la SADC», a déclaré le ministre sud-africain du Gouvernement provincial et local Sidney Mufamadi, cité par *The Herald*.

M. Mufamadi s'exprimait ainsi à l'issue d'une rencontre entre M. Mbeki, le président de la Commission de l'UA Jean Ping et l'envoyé de l'ONU Haile Menkerios, vendredi à Pretoria, précise le journal.

«Le représentant spécial de la SADC (le vice-ministre angolais des Affaires étrangères George Chikoti), l'UA et l'ONU ont été briefés par le président Mbeki, qui les a invités à constituer un groupe de référence avec le médiateur», a précisé M. Mufamadi, qui est l'assistant de Mbeki dans la médiation au Zimbabwe.

«Ils désigneront les personnes qui seront basées au Zimbabwe. Ils seront briefés par le facilitateur sur une base régulière», a-t-il ajouté. Selon *The Herald*, la ministre sud-africaine des Affaires étrangères Nkosazana Dlamini-Zuma a présenté vendredi les lignes traçant les nouveaux efforts de médiation du président Mbeki lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de la SADC, tenue à Durban.

Le gouvernement sud-africain insiste sur le fait qu'une résolution à la crise au Zimbabwe reste la réserve unique du bloc régional de 14 pays membres.

Des représentants de la Zanu-PF et du MDC, qui s'étaient rencontrés la semaine dernière à Pretoria, auraient dû signer mercredi un protocole d'accord posant le cadre de négociations entre l'opposition et le pouvoir.

Mais le leader du MDC Morgan Tsvangirai a finalement refusé d'apposer sa signature sur le document, affirmant ne pas vouloir s'engager formellement avant les entretiens de vendredi entre MM. Mbeki et Ping.

## COMORES

# Le gouvernement comorien «déçu» après l'expulsion du colonel Bacar de la Réunion

***Le gouvernement de l'Union des Comores est «déçu» après la décision d'expulsion hier de l'ex-président déchu de l'île d'Anjouan, le colonel Mohamed Bacar, de l'île de la Réunion (France) à destination du Bénin, réitérant sa volonté de juger le «criminel Bacar», a idiqué une source officielle.***

«Nous sommes déçus de cette décision de transférer Mohamed Bacar au Bénin. Ce que nous voulons, c'est que le criminel Bacar soit jugé soit par une juridiction comorienne, soit par une juridiction internationale», a indiqué le porte-parole du gouvernement comorien, Abdourahim Saïd Bakar. «Les crimes de Bacar ne peuvent pas rester impunis, il doit répondre de ses actes devant la justice», a dit le porte-parole. Le colonel Mohamed Bacar, ex-président déchu de l'île d'Anjouan, de l'Union des Comores, qui était assigné à résidence sur l'île de la Réunion, a été expulsé hier à destination de la capitale du Bénin, Cotonou. Il a été expulsé en compagnie de son frère et deux Anjouanais assignés à résidence à une base aérienne, et reconduits par un vol spécial affrété par le gouvernement français à destination de Cotonou, avait annoncé auparavant le préfet de la Réunion Pierre-Henry Maccioni.

Mohamed Bacar, qui était président d'Anjouan depuis mars 2002 mais dont la réélection en juin 2007 avait été jugée illégale par l'Union des Comores et l'Union africaine (UA), a été renversé fin mars lors d'une opération de l'armée comorienne appuyée par des troupes mandatées par l'UA.

Arrivé fin mars dans l'île de la Réunion avec des militaires de sa garde rapprochée, Mohamed Bacar a été condamné à 3 mois de prison avec sursis pour «détention d'armes».

L'asile en France lui avait été définitivement refusé fin juin, mais son renvoi aux Comores avait été exclu. Il était depuis assigné à résidence dans une base aérienne militaire de la Réunion.

## CHYPRE

# Ankara «optimiste» quant à une relance des négociations sur la réunification

Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a exprimé son «optimisme» hier à Nicosie quant à une relance prochaine des négociations en vue de la réunification de Chypre, île divisée depuis 1974 entre parties grecque et turque. «Nous attendons que les deux leaders chypriotes s'entendent prochainement sur une date commune pour la relance de discussions globales pour un règlement», a déclaré M. Erdogan, lors d'une conférence de presse conjointe avec le dirigeant de la République turque de Chypre du nord (RTCN), Mehmet Ali Talat, dans la partie nord de la capitale chypriote Nicosie.

«Si les parties ont la volonté d'aboutir à une solution, je crois que l'on pourra y arriver très rapidement (...) et en tant que pays garant (de l'indépendance de Chypre) nous y croyons vivement», a-t-il souligné.

Le président chypriote Demetris Christofias et M. Talat ont prévu de se rencontrer le 25 juillet pour un «examen final» des progrès réalisés par des groupes de travail et de décider alors s'ils sont suffisants pour entamer des négociations directes.

MM. Christofias et Talat avaient convenu en mars de relancer les discussions sur la réunification de l'île, sous les auspices de l'ONU. Des groupes de travail communs ont été chargés d'avancer sur les différents dossiers et un accord de principe a été trouvé sur les questions épineuses de la citoyenneté et de la souveraineté.

«Il faut que les parties viennent à la table de négociations avec la volonté de parvenir à une solution, dans le cas contraire, ce n'est pas possible», a affirmé le Premier ministre turc, arrivé vendredi en RTCN, entité uniquement reconnue dans le monde par la Turquie.

M. Talat a pour sa part espéré que lors de sa prochaine rencontre avec le président chypriote, ils seraient à même de déclarer une date pour le début des négociations directes. «Nous sommes en faveur d'une solution juste et durable, nous travaillons dans ce but», a-t-il dit. Les efforts de réunification étaient au point mort depuis le rejet par les Chypriotes-grecs d'un plan de réunification de l'ONU en 2004 mais ont été relancés au lendemain de l'élection de M. Christofias en février dernier.

Chypre est divisée depuis l'invasion de sa partie nord en 1974 par la Turquie, après un coup d'Etat à Nicosie de nationalistes chypriotes-grecs visant à rallier l'île à la Grèce.

La Turquie maintient ajourd'hui plus de 40 000 soldats dans la partie nord de Chypre.

## TURQUIE

# Deux membres du PKK tués dans le sud-est du pays

Deux éléments du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués vendredi dans des combats avec des soldats turcs dans le sud-est du pays, a indiqué hier l'armée.

Selon la même source, ces deux membres du PKK ont été tués, tard vendredi, à Yüksekova, dans la province de Hakkari, à la frontière irakienne, lors de heurts avec des soldats.

L'armée turque avait annoncé un peu plus tôt la mort de deux éléments du PKK et la blessure d'un autre dans la nuit de vendredi à samedi lors d'affrontements armés avec des militaires dans la localité de Yedisu, province de Bingöol (est). Deux membres du PKK et deux soldats turcs avaient été déjà tués dans la nuit de jeudi à vendredi dans des affrontements similaires dans le sud-est du pays, théâtre d'une insurrection armée du PKK depuis 1984.

Considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne (UE) et les Etats-unis, le PKK réclame l'autonomie de la région à majorité kurde du sud-est de la Turquie. Le PKK mène depuis 1984 une lutte armée contre l'Etat turc qui a fait quelque 37 000 morts, selon des estimations internationales.